



**HAL**  
open science

## Du Sud-Soudan au Darfour : loin des médias, l'aide humanitaire est-elle devenue le nerf de la guerre ?

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Du Sud-Soudan au Darfour : loin des médias, l'aide humanitaire est-elle devenue le nerf de la guerre ?. *Communitas*, 2005, pp.69-82. halshs-00377776

**HAL Id: halshs-00377776**

**<https://shs.hal.science/halshs-00377776>**

Submitted on 23 Apr 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Du Sud-Soudan au Darfour : loin des médias, l'aide humanitaire est-elle devenue le nerf de la guerre ?**

*Marc Lavergne*

Article publié dans la revue *Communitas*, n° spécial « La crisi dell' umanitario. (Il mettersi in mezzo ai tempi della guerra e della globalizzazione », 2 avril 2005, sous le titre « Quando l'umanitario scatena conflitti », pages 69 à 82 (trad. Margherita Alvera)

L'aide humanitaire est devenue un sujet de prédilection pour les médias : elle leur offre en effet un spectacle rare, celui qui fait l'unanimité du public, répondant à des attentes de plus en plus frustrées : le spectacle de la bonté à l'état pur, de la séparation nette entre le Bien et le Mal, la souffrance et la rédemption ; l'aide humanitaire sépare aussi la civilisation de la barbarie, et nous conforte dans le sentiment de supériorité de l'Occident par rapport au Tiers-Monde. Tous sentiments mis à mal depuis la chute de l'Empire communiste et la plongée de la « vieille Europe » dans le doute né d'une crise économique qui fait contraste avec l'insolente montée de nouvelles puissances, dans les contrées exotiques d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient.

Mais les médias ne portent leurs caméras que sur certaines séquences de l'intervention humanitaire : généralement les premiers temps d'une crise, lorsque arrivent les premiers secours, et que nos responsables politiques se rendent sur place pour manifester la solidarité de nos nations envers les populations frappées par le malheur. Bien souvent d'ailleurs, les médias ne couvrent ces sujets que parce que les hommes politiques effectuent une visite sur place, et les hommes politiques ne sont là que pour les journalistes qu'ils emportent avec eux dans l'avion. La tragédie ne sert alors que de toile de fond, avec ses alignements de tentes ou de huttes de branchage, les enfants faméliques dans un dortoir sordide ou jouant devant les caméras, et en guise de commentaire, l'interview d'un agent humanitaire arborant sur le dos le sigle de son organisation et appelant la communauté internationale à accroître son aide. Invariablement, l'émission se termine par le passage d'une bande annonce donnant le numéro de compte en banque de l'organisation.

Les choses sont-elles aussi simples, et le devoir de charité ou de fraternité universelle se passerait-il d'explication ? La ponction effectuée sur la collectivité pour mener à bien ces opérations se passerait-elle de tout compte à rendre, dans la mesure où elle semble volontaire et comporter dans son acte même sa récompense : le sentiment d'humanité ? Certains des promoteurs du nouvel âge humanitaire, comme Rony Brauman, fondateur de Médecins Sans Frontières au début des années 70, appellent depuis longtemps à une réflexion sur les dérapages possibles de l'action humanitaire (Kouchner, 1986 ; Brauman, 1995).

L'un des moyens de cette réflexion serait de s'affranchir de cet idéalisme promu par les médias, et de s'efforcer de mettre en évidence l'ensemble du mécanisme humanitaire. En effet, si les images montrées par les médias ne sont que celles du début d'une tragédie (qui lasse et disparaît en quelques jours, au mieux en quelques

semaines des écrans pour être remplacée par une autre, sans pour autant être réglée pour ses victimes), elles ne sont que l'aboutissement d'un mécanisme complexe de mise à disposition de l'aide.

D'autre part, l'aide humanitaire exerce une influence profonde sur les sociétés qui la reçoivent ; celle-ci revêt plusieurs dimensions, économique, politique et culturelle, qui peuvent être analysées sous l'angle des changements de rapports de force qu'ils induisent entre les acteurs de la scène locale. L'aide humanitaire n'est donc pas qu'un simple adjuvant, elle est au cœur des recompositions sociales issues des conflits.

Les conflits qui déchirent le Soudan, plus vaste pays d'Afrique, depuis son indépendance en 1956, et plus particulièrement le conflit qui s'est déroulé au Sud entre le gouvernement central et la rébellion du Sudan People's Liberation Army (SPLA) depuis 1983, ainsi que le nouvel embrasement dont le Darfour est le théâtre depuis 2003, fournissent ample matière à réflexion quant aux effets de l'aide humanitaire sur des sociétés en proie à la guerre civile, avec son cortège de massacres, de famines et d'épidémies.

### **L'aide humanitaire, don du Ciel ou prise de guerre ?**

L'aide humanitaire mobilise aujourd'hui des sommes d'une toute autre ampleur qu'à l'époque des *french doctors* des années 70. L'Opération Lifeline Sudan (OLS), déclenchée en 1989 sous l'égide de l'ONU, a coûté à ce jour, au bas mot, 1,5 milliard de dollars. C'est la plus lourde opération humanitaire de tous les temps, mais on assiste dans ce domaine à une croissance exponentielle. Au Darfour, ce sont 213 millions de dollars qui ont été promis par l'Union Européenne, et près de 400 millions de dollars au total. Ces montants sont sidérants, si on les compare au budget « normal » de ces régions, tel qu'elles émargent au budget de l'Etat, et on pourrait se demander combien de souffrances et de dégâts auraient été évités si ces sommes avaient été mises plus tôt au service du développement de ces régions. Mais il faut garder à l'esprit que ces sommes, promises par l'ONU, l'Union Européenne ou des pays donateurs comme les Etats-Unis, visent largement à des effets d'annonce, et ne correspondent pas en totalité à des sommes réellement débloquées, mais plutôt à des artifices comptables. Mais même sur les sommes effectivement mises à disposition, l'essentiel ne parvient pas aux destinataires : les victimes sont en effet au bout d'un long pipe line humanitaire, sur lequel des prélèvements sont opérés à différentes étapes, par le fonctionnement normal d'un système sur lequel se greffent de nombreux acteurs aux intérêts très divers (Lavergne et Weissman, 2003).

#### *En Occident, un secteur d'activité en pleine croissance*

On oublie souvent que, pour les sociétés et les nations donatrices, l'aide humanitaire est un secteur économique en pleine croissance. Cet aspect est pudiquement passé sous silence, car l'aide humanitaire tire son prestige de son caractère philanthropique et dégagé des contingences matérielles et financières. C'est pourtant un secteur créateur d'emplois, attractif pour des jeunes de formations de plus en plus diverses. De plus en plus professionnalisé, faisant appel à des compétences parcellisées, offrant à ceux qui y passent une formation de terrain valorisante sur le marché de l'emploi, ce secteur porteur est désormais envahi par la technocratie et la

bureaucratie et laisse moins en moins de place au romantisme, à l'initiative individuelle, et même aux bons sentiments. Compassion et attention aux sociétés récipiendaires, voire à la souffrance, y deviennent de plus en plus un luxe sous la contrainte de la recherche de fonds et d'une efficacité quantifiable et « vendable ».

Le premier consommateur des fonds du secteur humanitaire est donc devenu le pays donateur lui-même : salaires, locaux, et même *fund raising*, confié à des entreprises spécialisées... Le bénévolat, affiché par les ONG, même s'il n'exclut pas des per diem, n'est pas de mise dans les agences de l'ONU, où les salaires du personnel international, mais même toute la grille jusqu'aux employés locaux, est alignée sur celle des chancelleries diplomatiques ou des hauts fonctionnaires de rang équivalent dans les grands pays occidentaux. Les agences de l'ONU se muent d'ailleurs de plus en plus en employeurs de sociétés sous-traitantes, qui effectuent la réalité du travail pour leur compte et pour des sommes bien inférieures. C'est ainsi qu'au Darfour, l'UNICEF ou le PAM financent non seulement des ONG occidentales régies par certains critères minima d'efficacité et principes déontologiques, mais aussi des ONG tout venant dont les compétences et le sérieux sont discutables<sup>1</sup>.

Comme l'UNICEF, le PAM fonctionne lui aussi selon des normes qui sont moins celles de l'utilité pour les bénéficiaires, que de l'accessibilité ; les largages de vivres, particulièrement onéreux, que l'on peut justifier en saison des pluies lorsque certaines concentrations de population ne sont pas accessibles par route, sont un spectacle choquant en saison sèche, lorsqu'ils desservent des sites accessibles par camion. Les logiques à l'œuvre sont la facilité et une efficacité qui visent à faire illusion auprès des donateurs, en termes de tonnages déversés, mais sans qu'aucun calcul de ratio coût/efficacité ne soit pris en compte. Mais ces pratiques dispendieuses et contre-productives laissent aussi place à des soupçons insistants de corruption.

Encore moins innocent est le fonctionnement des administrations comme le Département d'Etat américain, qui passe contrat avec des sociétés privées spécialisées. La Pacific Architecture and Engineering (PAE) reçoit ainsi directement les fonds alloués pour des opérations comme le cessez-le-feu dans les monts Nouba ou l'intervention au Darfour (Chatterjee, 2004). 80 % des budgets alloués demeurent en réalité aux Etats-Unis, où ils couvrent les frais généraux, tandis que les sommes restantes sont dépensées dans une perspective de rentabilité et non de succès opérationnel : emploi de personnel incompetent et peu motivé, d'anciens militaires au comportement ouvertement raciste...

---

<sup>1</sup> C'est ainsi que l'installation de latrines dans les camps de déplacés a été confié à des organismes comme WES, qui se sont contentés de creuser des trous de moins d'un mètre de profondeur, alignés tous les vingt mètres, et à peine masqués par des rouleaux de plastique vert tendus sur quatre bouts de bois : mépris pour la dignité et l'intimité des utilisateurs, négligence des risques de contamination par l'hépatite E sont ici la règle... L'UNICEF est par ailleurs connue à travers tout le Soudan pour sa propension à installer des pompes à main en fonction de la facilité d'installation (dans les centres urbains, le long des routes principales) plutôt que du point de vue des utilisateurs, les plus éloignés et les plus nécessiteux étant souvent oubliés. D'autre part, elle n'assure aucune maintenance de ces pompes, dont les modèles sont souvent obsolètes et pour lesquelles n'existent pas de pièces détachées, comme l'auteur a pu l'observer dans les monts Nouba en 2002 et au Darfour en 2004.

### *Les bases arrière de l'aide, tremplins vers les victimes ou capteurs de la rente humanitaire ?*

Une fois lancée, l'opération humanitaire cherche un accès au terrain. Celui-ci n'est souvent possible qu'à travers l'implantation dans un sanctuaire humanitaire, qui sert de base arrière. Des villes comme Peshawar en Afghanistan ou Lokichoggio au Kenya, servent ainsi de plaques tournantes pour l'action humanitaire en direction d'un pays voisin en proie à l'instabilité ; Lokichoggio, surgie de la steppe comme un songe d'Italo Calvino, est devenue l'archétype de ces Las Vegas du carrousel humanitaire, avec leur noria d'avions assurant les rotations de l'OLS dans toutes les directions du Sud-Soudan, avec leurs *compounds* pour Blancs dotés de tout le confort moderne et séparés des misérables camps de réfugiés qui les cernent, et qui sont eux-mêmes sous la menace des pasteurs Turkana de la région, fascinés par la relative richesse de cette enclave greffée au milieu de leurs pâturages desséchés (Le Carré, ). Mais « Loki » n'est que le poste avancé de Nairobi : la capitale du Kenya, naguère symbole de la prospérité d'un pays modèle, et aujourd'hui en proie aux affres du mal-développement, avec son chômage massif et sa criminalité incontrôlée, demeure la tour de contrôle de l'humanitaire pour toute l'Afrique de l'Est, de la Somalie aux Grands Lacs en passant par le Sud-Soudan. C'est là que sont installées les administrations centrales, les ambassades, les banques, les agences de l'ONU et les sièges d'ONG, mais aussi les négociants, importateurs, brokers qui fournissent à la demande vivres, matériels, avions, hélicoptères et camions ; ces milieux d'affaires sont en liaison étroite avec les politiciens locaux, édifiant de concert, grâce à l'aide humanitaire, des fortunes souvent colossales. Compte tenu de leur importance économique, les agents humanitaires obtiennent ainsi la liberté d'action qui leur est nécessaire (pour les opérations *cross border*, par exemple). La part de l'aide humanitaire consommée à ce stade intermédiaire de l'action est mal connue : un voile pudique recouvre cette « cuisine », pourtant nécessaire aux interventions, mais peu incitative à la mobilisation de la charité publique. Cette zone d'ombre est d'autant plus regrettable que cette étape qui met en contact le monde supposé « pur » de l'humanitaire avec les « profiteurs de guerre » est propice à tous les dévoiements : le petit monde de l'humanitaire bruit ainsi en permanence des rumeurs de malversation au sein de telle ou telle organisation, de telle ou telle agence de l'ONU, des collusions d'Untel avec tel chef rebelle, tel personnage politique, des « backchichs » à verser à tel ou tel responsable pour obtenir une autorisation...

### *Agences humanitaires et autorités locales : de l'affrontement à la cogestion de l'aide*

La manne humanitaire peut aussi se déverser directement dans la capitale du pays d'intervention : Khartoum est le siège de dizaines d'agences, et l'ONU y gère la répartition de l'aide de ses organes spécialisés (PNUD (UNDP), UNICEF, PAM (WFP), FAO, OMS (WHO)...) en direction du Nord mais aussi du Sud-Soudan, en coordination-concurrence avec son bureau de Nairobi, qui s'est assuré le monopole des relations avec le SPLA et intervient directement pour l'aide destinée aux zones rebelles. C'est dans ces deux centres que s'exerce l'administration de l'aide humanitaire par le gouvernement soudanais et le SPLA, par l'imposition des conditions d'accès au terrain, le choix des opérations et des cibles, la délivrance ou le refus d'autorisations d'accès au terrain et le prélèvement de taxes. Ici l'action

humanitaire est en effet soumise à des conditions ou à des implications politiques, et la marge de manœuvre des opérateurs humanitaires y est le résultat de rapports de force complexes et évolutifs. La dimension financière de ces rapports de force, bien que soigneusement masquée, n'en est pas moins prégnante. Un exemple : les bénéficiaires des dépenses réalisées par les agences humanitaires sont souvent des proches du régime en place (propriétaires de locaux, de hangars, vendeurs de véhicules tout terrains, compagnies d'aviation privées...), ce qui introduit une certaine ambivalence dans l'attitude des autorités à l'égard de l'aide humanitaire : d'un côté, les acteurs humanitaires sont des gêneurs, mais de l'autre ils sont des sources d'enrichissement. En outre, les agences humanitaires sont des pourvoyeurs d'emploi, en particulier d'emploi qualifié (assistants administratifs et logistiques, personnel soignant, traducteurs-interprètes, chauffeurs, etc.). Dans un pays comme le Soudan où les occasions sont rares et où les catégories éduquées en question sont frustrées et donc souvent dans une opposition plus ou moins ouverte au régime, les emplois fournis sont un moyen de calmer leurs attentes et aussi de contrôler l'activité des agents étrangers présents sur le territoire. L'aide humanitaire est donc une poule aux œufs d'or, qu'il faut faire produire mais sans l'épuiser : les tracasseries auxquelles se trouvent confrontées les agences sont donc un moyen de limiter leur efficacité, mais de préférence sans les décourager et les conduire à quitter le pays. Dans ce tango permanent entre gouvernement et ONG, chaque partenaire connaît les limites et les enjeux, dans la mesure où les agences elles-mêmes n'ont aucun intérêt à rompre et à être expulsées : l'accès au terrain est vital pour elle, car il garantit l'accès aux fonds des donateurs privés ou institutionnels. L'accès au terrain et aux « meilleurs » sites est d'ailleurs une source de compétition feutrée entre ONG lorsque les fonds disponibles et la charité du public sont limités ...

Du côté des rebelles, c'est-à-dire du SPLA jusqu'à présent (car la situation des zones rebelles au Darfour n'est pas comparable, celles-ci n'étant pas encore stabilisées comme au SPLA où existe un pouvoir aguerri par vingt ans de lutte, avec une hiérarchie rigide), l'administration est certes moins développée qu'à la capitale ; mais elle plus univoque, dans la mesure où il n'existe pas de secteur économique et financier autonome par rapport au pouvoir politique. Le SPLA est d'abord une structure militaire dont le *chairman*, le colonel John Garang, est le chef incontesté, leader charismatique mais surtout dictateur n'admettant aucune contestation à sa toute-puissance. Le département des affaires humanitaires, Sudan Relief and Rehabilitation Agency (SRRA), n'est qu'une émanation du mouvement, et sa vocation est de collecter les fonds des ONG et d'en contrôler les activités, de façon à les canaliser au service de l'effort de guerre et du fonctionnement de l'appareil du mouvement. Le SRRA joue donc un rôle comparable à celui de la Humanitarian Aid Commission (HAC) du côté gouvernemental, dont le rôle est de contrôler et d'entraver au maximum l'action humanitaire internationale, à la fois en tant que bastion de l'idéologie islamiste anti-occidentale et en tant que bras des services de sécurité.

Dans la mesure où les zones rebelles offrent moins de possibilités d'approvisionnement, étant dépourvues de secteur commercial autonome, les dépenses effectuées par les ONG y sont moins importantes, et celles-ci irriguent moins l'économie locale, traitant directement avec la SPLA qui se charge du

ravitaillement, et a contraint les ONG désireuses de travailler dans les zones qu'elle contrôle, à signer un Memorandum of Understanding prévoyant le prélèvement de taxes sur les ONG, destinées à financer directement l'effort de guerre.

#### *La distribution de l'aide, sous le contrôle des forces locales*

C'est sur l'aspect le plus exemplaire et le plus gratifiant que les médias braquent leurs projecteurs : livraison de l'aide, action médicale sont les volets le mieux connus, bien que les sommes versées à ce stade soient relativement minimales par rapport aux dépenses précédentes. L'argent en jeu est moindre, mais son effet n'en est pas moins important, dans la mesure où le milieu d'accueil est plus démuné : l'effet sur l'économie locale est donc proportionnellement plus important et engendre des compétitions plus âpres. Elles constituent en effet souvent l'unique ressource disponible, alors que l'économie de paix est en panne, par la fuite des commerçants et l'arrêt des transports.

Une économie de guerre se met en place, avec ses propres règles, et de nouveaux acteurs qui disposent des armes et des réseaux leur permettant de capter le maximum de ressources à leur profit (Rufin et Jean, 1996). Cette économie est aussi le résultat des distorsions du marché provoquées par l'afflux de l'aide : que ce soit à Juba ou à El-Geneina, l'intervention humanitaire produit une inflation brutale des biens et services dont les agences humanitaires ont besoin : logement, carburant, marchandises importées... A l'inverse, les biens et services délivrés par les agences humanitaires sont l'objet d'une compétition des acteurs locaux, mais leur abondance fait baisser leur coût unitaire : les distributions de nourriture, les soins médicaux gratuits posent un problème paradoxal, mais réel, car ils viennent en concurrence avec l'offre locale de nourriture ou de soins et médicaments, certes payante, mais qui fait vivre agriculteurs, commerçants, professions médicales ou paramédicales. Des stratégies de détournement permettent de s'adapter à ce nouveau contexte, mais il n'en constitue pas moins une perturbation pour l'économie locale. Ainsi des soins médicaux payants pratiqués clandestinement dans les structures hospitalières par le personnel sanitaire recruté par les ONG, ou bien des détournements de nourriture que l'on retrouve sur le marché, où les bénéficiaires l'échangent contre les ingrédients (sauces, huile...) qui ne leur sont pas fournis et dont ils ont besoin. Cette percolation entre système d'aide artificiel et réalité du marché confère à l'aide une valeur d'échange et non plus seulement d'usage, qui lui donne en quelque sorte une légitimité et restitue à ses bénéficiaires une partie de leur dignité perdue, en les faisant rentrer dans un système où ils disposent d'une denrée monnayable et leur rend leur statut d'acteurs économiques.

Le niveau local est cependant aussi celui où s'opèrent d'autres détournements de l'aide, qui n'ont pas qu'une incidence économique ou sociale : il s'agit des forces armées, qui détiennent souvent le pouvoir réel au niveau local. Les détournements qu'elles organisent avec l'accord de leur hiérarchie sont d'abord un moyen d'assurer leur approvisionnement et leur équipement ; ils sont aussi pour le pouvoir une façon d'améliorer les soldes et d'accorder des *incentives* aux soldats affectés dans des postes exposés. Cette redistribution de l'aide, effectuée généralement avec l'assentiment forcé des agences humanitaires, enrichit également les officiers et les fonctionnaires liés aux grands commerçants de la place. Dans la mesure où une partie de cette aide

trouve le chemin des marchés situés hors de la zone de distribution, elle requiert même une connivence entre les forces hostiles, qui observent des trêves qui permettent le partage négocié du butin humanitaire.

Le détournement de l'aide humanitaire devient ainsi un but en soi et un facteur de guerre :

- les camps de réfugiés, les dépôts de vivres, les hôpitaux sont autant d'objectifs légitimes, car ils abritent les ressources présentes ou à venir, étant ravitaillés non pas en fonction de l'identité de leur détenteur du moment, mais de la population qu'ils desservent ;

- le contrôle des populations faméliques est donc un objectif prioritaire, et il explique parfois, comme on l'avait vu dès la guerre du Biafra, que des populations civiles soient volontairement tenues à distance de points de ravitaillement, pour servir d'appât aux agences humanitaires opérant dans la région. Au Sud-Soudan les seigneurs de la guerre et chefs de milices pro-gouvernementales ont bien assimilé l'équation « population civile famélique + piste d'atterrissage = aide humanitaire ».

Cette équation rejoint celle qui lie la présence des média à la collecte de fonds, celle-ci à la présence d'ONG, qui assure le ravitaillement des belligérants. Dans le véritable « Scramble for Darfur » auquel se livrent depuis un an environ 70 ONG occidentales, la détection et la mainmise sur un stock de populations en danger, susceptibles d'intéresser ou d'émouvoir les donateurs, est l'objet d'une compétition soutenue.

#### *Aide humanitaire et recomposition des rapports des forces politiques locales*

L'accès à l'aide est aussi un facteur essentiel de recomposition des pouvoirs politiques au niveau local. Cet impact de l'aide sur les structures de pouvoir n'est pas nouveau en ce qui concerne en particulier les mouvements rebelles : en l'absence de ressources locales, et souvent aussi de légitimité dans le champ traditionnel du pouvoir, la captation et la distribution de l'aide à sa guise est déterminante pour assurer le prestige et le pouvoir d'un chef. L'aide extérieure, qu'il s'agisse d'aide militaire ou humanitaire, est en effet vitale pour le mouvement rebelle : Joseph Lagu, lors de la première guerre du Sud, s'était imposé comme chef unique du mouvement Anyanya, puis négociateur unique face au pouvoir de Khartoum, parce qu'il avait réussi à obtenir le monopole de l'aide militaire extérieure, israélienne en particulier ; de même pour John Garang, reconnu d'abord par Mengistu Haïlé Maryam, le dictateur rouge d'Éthiopie et ses parrains soviétiques, comme seul représentant de la rébellion au détriment des combattants plus anciens du mouvement Anyanya II (Prunier, ). Puis les États-Unis en ont fait le destinataire privilégié de l'opération Lifeline Sudan : leur objectif était de maintenir une guerre de basse intensité sur les arrières du régime militaro-islamiste de Khartoum qui les défiait. Ce choix en faveur de John Garang s'est révélé déterminant lors de la rébellion de deux de ses lieutenants, Riak Machar et Lam Akol, en 1991, qui ne purent obtenir l'aide escomptée ; ignorés par l'OLS, ils se retrouvèrent dans l'obligation de saisir la main tendue par le régime de Khartoum, qui en fit ses supplétifs, seul moyen pour eux de nourrir et d'armer leurs fidèles (Prunier, ).

Du côté gouvernemental, sans être aussi cruciale, l'importance de l'aide est considérable : aux côtés des prédatations de toutes sortes exercées par les officiers



supérieurs de l'armée gouvernementale sur les ressources locales (bétail, bois de teck, etc.), l'aide captée leur assure la loyauté de leurs troupes, le soutien des milices tribales et une grande latitude vis-à-vis des autorités civiles ; mais cette captation donne lieu à des concurrences acharnées et à des accords entre civils et militaires, mais aussi entre commerçants et fonctionnaires par exemple, qui peuvent se révéler contradictoires avec les injonctions de l'Etat. C'est ainsi que l'aide, ressource clé pour de nombreux acteurs de terrain, est devenue un facteur de prolongation de la guerre : la période de paix qui devrait s'ouvrir au Sud-Soudan au lendemain de l'accord du 9 janvier 2005 est aussi tributaire de la possibilité des parties prenantes de mettre hors d'état de nuire les capteurs de l'aide, en les éliminant de la scène ou en les dédommageant des pertes encourues. Dans la mesure où, cependant, la fin de la guerre risque d'entraîner celle des engagements humanitaires, qui restent à remplacer par un soutien au développement beaucoup plus hypothétique et moins aisé à détourner, il y a fort à parier que les groupes lésés chercheront à recréer des « drames humanitaires » capables de susciter un renouveau de l'aide d'urgence.

Si l'aide engendre des acteurs dotés d'une capacité de nuisance, mais aussi de réorganisation du territoire, a contrario, elle rejette dans l'ombre ceux qui n'y ont pas accès comme instrument de leur pouvoir. C'est le cas des chefs traditionnels (nazirs, sultans et autres shartaï du Darfour par exemple), déjà marginalisés par le pouvoir depuis le Local Administration Act de 1970, mais surtout rejetés par les agences humanitaires hors du circuit de distribution car ils ne disposent pas du savoir (occidental) ou du pouvoir (armes) qui leur assureraient une écoute. Leur légitimité repose pourtant, dans le système traditionnel, sur leur capacité à aider leurs ouailles dans la détresse, en intercédant en leur faveur ou en redistribuant l'aide reçue selon des critères acceptables par tous. Ils sont en partie remplacés par de nouveaux responsables, qui émergent dans les camps, choisis ou élus sur la base de leur charisme personnel, leur éducation moderne (instituteurs de village, employés de l'administration ou techniciens...), que l'on retrouve aussi dans les rangs de la guérilla du SPLA comme du SLA.

*La population civile, victime de la guerre, victime de l'aide ?*

Au débouché du pipeline humanitaire se trouvent les victimes civiles du désastre. Celles-ci, qui attirent seules l'attention des médias, ne sont pourtant pas, on l'aura compris, celles qui reçoivent la plus grande part des sommes dévolues à la crise. Mais surtout cette aide n'est pas déversée au hasard, ni de manière qui corresponde nécessairement à la gravité des situations individuelles et collectives.

Sa répartition, qui est généralement précédée d'*assessments* plus ou moins fiables, répond d'abord à des critères de facilité d'accès et de distribution, et également de visibilité par les donateurs et les médias ; elle correspond aussi, on l'a vu, à des critères d'opportunité politico-financière pour les belligérants.

Un des exemples les plus frappants de ces distorsions est celui qui fut fourni en 1998 dans le Bahr el-Ghazal : la collusion entre les autorités gouvernementales, qui interdirent l'accès de l'OLS alors qu'il était encore temps d'enrayer une crise alimentaire, la soumission de l'OLS au diktat du gouvernement soudanais, en contradiction avec son mandat et avec les principes de base de l'action humanitaire

et le SPLA qui prit le relais lorsque les vols humanitaires furent enfin autorisés, en pleine saison des pluies, aboutit à la sélection des points de distribution par le gouvernement, des bénéficiaires par le SPLA, qui chargea de la distribution le SRRA, interdisant tout accès direct aux bénéficiaires par les agences étrangères. L'aide, largement suffisante pour éviter toute victime, fut attribuée prioritairement aux notables et aux clans clients du SPLA, aux familles du cru possédant encore un chef mâle, et exclut les déplacés épuisés venus de loin, et en particulier les femmes accompagnées d'enfants, et les vieillards, qui ne représentaient aucun intérêt politique sur l'échiquier local. D'autres critères de sélection, tribaux ou claniques, et échappant largement aux observateurs étrangers, sont sans doute intervenus également dans le tri des bénéficiaires : la famine organisée conjointement par le gouvernement dans un premier temps et par le SPLA ensuite, fit 300 000 victimes, dont la responsabilité incombe aussi à la lâcheté de la bureaucratie de l'OLS et des responsables d'ONG soucieux de maintenir à tout prix de bonnes relations avec les belligérants. Mais la famine fut aussi l'occasion pour de nombreux cadres du SPLA de s'enrichir, en rachetant à vil prix le bétail des affamés, et en le revendant, avec la complicité des officiers des garnisons du gouvernement, aux commerçants arabes (jallaba) qui les exportaient vers Khartoum.

Au Darfour, les dévastations effectuées par les bombardements aériens de l'armée gouvernementale et par les milices « arabes » janjawids ont été suivies en temps réel par les satellites, dont les images ont été transmises à l'ONU et aux organismes humanitaires. L'aide ne couvre cependant pas la totalité des zones touchées ; elle est concentrée à proximité des grandes villes et des aéroports par où l'aide est acheminée. Les régions montagneuses ou semi-désertiques du Nord sont bien moins desservies, et en particulier les zones tenues par la rébellion. Ces régions difficiles d'accès sont en plus rendues peu sûres par la présence dissuasive de « brigands », qui ne sont que les bandes armées financées par le gouvernement. L'aide est ainsi, en dehors des camps de déplacés, orientée par un mélange de pressions et d'intimidations, vers les déplacés membres de tribus « arabes », victimes des représailles de la rébellion ; de même les ONG sont dissuadées d'embaucher des membres de tribus non-arabes, qui sont accusés de soutenir les « rebelles ».

Les camps de déplacés sont eux-mêmes soumis à la terreur de la Sécurité et des Forces de Défense Populaire, voire à des forces de police qui sont composées de janjawids revêtus d'uniformes civils. La présence de l'ONU et des ONG n'assure à ces déplacés qu'une illusion de sécurité, comme le prouvent les disparitions quotidiennes des hommes jeunes et l'éviction brutale, de nuit, de camps entiers, repoussés loin de tout accès à l'aide humanitaire.

Sans trop forcer le trait, on peut se demander dans quelle mesure l'ONU et les ONG présentes au Darfour n'accompagnent-elles pas et ne facilitent-elles pas l'accomplissement du projet de transfert massif de la population paysanne du Darfour vers des camps, pour faire place aux groupes nomades plus loyaux ? En apportant leur aide à ces populations, en leur permettant de survivre grâce au triptyque nourriture/eau potable/soins médicaux, elles donnent bonne conscience à la « communauté internationale » tout en remplaçant une intervention politique ou militaire, qui seule permettrait de revenir au statu quo ante et d'entamer de véritables négociations de paix. Toute l'ambiguïté de l'aide humanitaire est là, dans

l'acquiescement inconscient au projet gouvernemental de refonte économique, politique et sociale de la région.

*L'aide humanitaire, fourrier de la « modernité »*

La dépossession et l'éviction dont sont victimes les populations du Sud-Soudan comme du Darfour ne se limitent pas à la perte de leurs proches, de leurs biens et de leurs repères matériels. Elles se traduisent aussi par une profonde dégradation psychologique ; la perte de tout statut social est une humiliation, à laquelle la dépendance à l'égard de l'aide étrangère en ajoute une nouvelle, la mendicité étant entachée dans ces sociétés de stigmates très dévalorisants, généralement ignorés ou négligés par les donateurs.

Dans ces sociétés fragilisées, l'irruption brutale de l'Occident, avec sa puissance technologique et financière, ses attitudes mentales et ses comportements sociaux, ouvre en particulier à la jeunesse et aux enfants de nouvelles perspectives, en contradiction avec les enseignements et les dogmes des adultes. Cette ouverture souvent conflictuelle à la « modernité » occidentale peut être encouragée par certains intervenants qui voient dans cette mutation une forme d'aide ; une ONG comme Samaritan Purse, financée par l'USAID et dirigée par le fils du pasteur télévangéliste Billy Graham, très lié à l'idéologie néochrétienne de l'administration républicaine, peut avec quelque crédit être accusée par le gouvernement soudanais de tenter de propager la foi chrétienne parmi les populations musulmanes désemparées du Darfour. De même, les quelques écoles ouvertes dans les camps sous l'égide de l'UNICEF, comme d'une manière plus générale, l'urbanisation soudaine de populations rurales, entraînent la propagation de nouveaux comportements sociaux, plus individualistes, porteurs de désagrégation et de recomposition sociales : de nouvelles élites, de nouveaux leaders prennent la place des Anciens de la tribu incapables de s'adapter aux temps nouveaux.

Finalement, tous ces aspects de l'intervention humanitaire que nous venons de décrire, bien qu'ignorés des médias et des observateurs extérieurs, sont peut-être les conséquences les plus durables et les plus profondes des bouleversements introduits à la faveur des crises du Tiers-Monde dans des sociétés « enclavées » ; ils favorisent le renforcement de l'emprise de l'Etat ou, ce qui revient au même, des groupes rebelles, puissants facteurs de modernisation et d'uniformisation, sur des sociétés qui avaient conservé jusque là une marge non négligeable d'autonomie culturelle et sociale.

### **Bibliographie**

Brauman, Rony : *L'action humanitaire*, Flammarion, 1995, 120 pages ;

\_\_\_\_\_ : *Humanitaire, le dilemme*, Ed. Textuel, 1996, 107 pages ;

Chatterjee, Pratap : *Darfur Diplomacy : Enter the Contractors*, Corpwatch, 21 octobre 2004 ;

Kouchner, Bernard : *Charity Business*, Le Pré aux Clercs, 1986, 265 pages ;

Lavergne, Marc (avec Fabrice Weissman) : «Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ? », *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, (F. Weissman dir.), Flammarion, coll. Populations en danger, pages 145-167 ;

Le Carré, John : *The Constant Gardener*, London: Hodder & Stoughton, 2001.

Prunier, Gérard : *L'économie de la guerre civile au Sud-Soudan*, in Rufin, Jean-Christophe et Jean, François : *Economie des guerres civiles*, Hachette, 1996, 589 pages.

Rufin, Jean-Christophe et Jean, François (dir.) : *Economie des guerres civiles*, Hachette, 1996, 589 pages.